

# *la nouvelle lettre*

Directeur de la publication : J. GARELLO  
Commission Paritaire 63570

N°870 du 11 mars 2006

Hebdomadaire 1 €

**EDITORIAL**

## ***LE PRINTEMPS DES REFORMATEURS***

*Je salue comme il convient de le faire l'initiative d'Hervé NOVELLI et du groupe de parlementaires réformateurs qu'il a constitué et animé depuis deux ans : mardi soir dernier à la Mutualité ils ont mené un premier effort de réflexion sur ce que doivent être les chantiers du futur président et de la future majorité.*

*Trois ateliers, préparés et présentés par deux intellectuels de qualité, Philippe MANIERE (naguère grand prix du Livre Libéral) et Jacques MARSEILLE (un excellent économiste, volontiers politiquement incorrect), ont été consacrés à la mondialisation, à la simplification, et aux institutions. Leur approche est pertinente : la mondialisation, qu'il faut vivre comme une chance, requiert d'en finir avec la bureaucratie, mais le dépoussiérage de l'environnement réglementaire et social des entreprises ne peut se faire sans un changement institutionnel profond, en particulier en rééquilibrant les pouvoirs. Il faut donner au Parlement un rôle actif et cesser de le transformer, comme c'est le cas depuis cinq ans (et sans doute plus longtemps), en chambre d'enregistrement d'une législation pléthorique et liberticide.*

*Je me réjouis de voir s'affirmer ainsi un tel courant de pensée au sein de la société politique française, d'autant plus que le groupe de Génération Entreprise créé par Olivier DASSAULT et Jean Michel FOURGOUS converge avec l'orientation des Réformateurs.*

*En ce mois de giboulées, c'est donc peut-être le printemps qui s'annonce.*

*Mais une hirondelle ne fait pas le printemps, et je voudrais rappeler quelques évidences.*

*Nos Réformateurs, dans les mois à venir, ne pourront progresser qu'en respectant trois impératifs : rupture, programme, écoute.*

*Rupture : un courant libéral, c'est mieux que rien, mais il ne compense pas à lui seul l'absence d'un parti ni d'un leader. De toutes les démocraties au monde, seule la France est orpheline d'expression politique libérale. Certes les jeunes issus de Liberté Chérie se lancent dans l'aventure d'un nouveau parti, Alternative Libérale, mais si l'on connaît leur enthousiasme et leur courage, il est trop tôt pour estimer les chances de leur aventure. Naguère les espoirs mis dans Idées Action, puis dans Démocratie Libérale, puis dans la candidature d'Alain MADELIN, se sont évanouis, étouffés par le système politique en place. Pour leur part, les Réformateurs ne constituent pas un parti, puisqu'ils ne se proposent pas de rompre avec l'UMP, qui n'a aucune consistance intellectuelle ni même électorale. Le leader n'est pas, ou n'est pas encore, Nicolas SARKOZY, dont les discours de « rupture » sont d'une tonalité assez conservatrice, puisqu'il agrmente ses proclamations libérales de références à des idées à l'opposé, comme le patriotisme économique, la discrimination positive, le renforcement de l'exécutif, etc. Pour ceux qui veulent réellement lire, il n'est pas, ou pas encore, lisible. Il devrait méditer à l'erreur de MADELIN qui a voulu être libéral en évitant les pièges de « l'ultra-libéralisme » et novateur sans renier son appartenance à la droite chiraquienne. En d'autres termes, je tremble que les bonnes dispositions de nos Réformateurs, de l'UMP et de SARKOZY ne s'évanouissent devant les contraintes des joutes électorales à venir. Chat échaudé craint l'eau froide.*

*Programme : la meilleure façon de rendre la rupture véritable est de dire aux électeurs ce que l'on a l'intention de faire. Personnellement j'attends nos hommes politiques sur trois points stratégiques : la Sécurité Sociale, l'Education Nationale, les Finances Publiques. Il n'en a pas été question au cours de cette réunion, si ce n'est de façon allusive, ou dans le témoignage de quelques invités de l'étranger et du monde économique. Je reconnais que nous avons eu dans le passé des programmes de gouvernement à faire pâlir les plus extrêmes des ultra-libéraux : la France aurait connu une véritable révolution si les mesures proposées en 1986, 1988 et 1993 avaient été appliquées. En 1995 et 2002 l'impasse a été faite sur le programme, on est entré dans l'ère du pragmatisme. Il y a vingt ans, on faisait des promesses électoralement payantes et on ne les tenait pas, aujourd'hui on ne fait plus de promesse, c'est électoralement gênant. La démocratie française résiste difficilement à ces moeurs politiques. Le discrédit qui frappe nos dirigeants et notre classe politique est à son sommet.*

*Ecoute : pour établir un programme, et surtout pour le respecter, la société politique doit être à l'écoute de la société civile. Réunir et motiver des parlementaires, c'est bien, mais ce n'est pas une solution globale. La révolte des godillots est sympathique, trouver des parlementaires qui veulent retrouver dignité et responsabilité, c'est un progrès. Mais que nos amis n'oublient pas que le système se réforme seulement de l'intérieur. Ils doivent être à l'écoute des Français, de cette « France du bas » dont on parle beaucoup mais que l'on ignore encore plus. Evidemment la société civile, de son côté, doit oser prendre l'initiative et dire ses préférences. J'ai pronostiqué au cours de la dernière Université d'Eté « le réveil de la société civile », et je me suis promis d'accompagner ce réveil, avec le concours de tous ceux qui à l'heure actuelle s'efforcent de dire la vérité aux Français, de leur faire connaître le chemin emprunté par les pays étrangers qui ont réussi. Ces bonnes volontés sont en train de se reconnaître, de s'enrichir de leurs expériences et talents divers, et je crois que cette coordination portera ses fruits dans les mois à venir. L'intention des libéraux n'est donc pas de venir grossir les rangs d'une société politique au pire décomposée, au mieux convalescente. Elle est d'alerter l'opinion publique sur les erreurs présentes et de l'éclairer sur les réformes profondes à réaliser. Puissent les parlementaires réformateurs, et les autres, nous entendre complètement, et s'occuper de réformes qui ne concernent pas uniquement le Parlement !*

Jacques Garello

## Conjoncture

### 7 MILLIONS DE PAUVRES EN FRANCE

Les amateurs de sensationnel y trouveront leur compte, et peut-être aussi les marchands de peur dont parlait Jacques GARELLO dans son récent éditorial. Le rapport de « l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale » fait froid dans le dos. Il faut pourtant y regarder à deux fois. Sur le diagnostic : ce n'est pas la pauvreté qui est mesurée, mais les écarts de revenus, ce qui est très différent. Et sur le remède proposé : l'Etat, bien sûr, protecteur des faibles et des exclus. En réalité, l'Etat n'est pas la solution, mais le problème : il crée la pauvreté durable.

#### De 3,7 à 7 millions de pauvres

Ce rapport est attendu chaque année avec intérêt, même si cette année, pour des raisons qui nous échappent, il ne lui a été fait qu'un minimum de publicité. Les informations sont malheureusement un peu anciennes et le rapport 2006 porte essentiellement sur les résultats de l'année 2003.

Première information : selon un premier calcul, il y aurait eu en 2003, 3,694 millions de pauvres en France. D'où vient de chiffre ? Du fait qu'en France est considérée comme pauvre toute personne percevant moins de 50% du revenu médian (celui qui partage la population en deux parts égales, autant en dessus qu'en dessous). Cela fait 645 euros par mois pour une personne seule.

Deuxième information : si l'on avait retenu comme seuil de pauvreté le calcul proposé par les instances européennes, pour les comparaisons entre pays, on aurait eu des résultats différents. En effet, en Europe le seuil de pauvreté est fixé à 60% du revenu médian, soit pour la France 774 euros par mois pour une personne seule. Dans ce cas, il y aurait eu 7,015 millions de pauvres.

Ces chiffres ne marquent pas une grande évolution par rapport à ceux de 2001, puisque l'on avait trouvé alors 7,1 millions de pauvres en France, selon les normes européennes. Mais quelle est la signification de ce calcul ? En quoi exprime-t-il la pauvreté ? En effet, il s'agit d'un calcul relatif (par rapport au revenu médian). On comprendra facilement que ce n'est pas la même chose d'avoir moins de 50% du revenu médian au Bangladesh ou en France ou aux Etats-Unis ! En effet, un pauvre Français serait considéré comme un riche Bangladais. La pauvreté est-elle objective ou subjective ? Si elle est subjective et relative, on est toujours le pauvre de quelqu'un...

## **Pauvreté ou écarts de revenus ?**

En réalité, ces calculs donnent une idée de la dispersion des revenus, ce qui est une question intéressante, mais qui n'a rien à voir avec la pauvreté objective, avec la misère. Là encore il y aurait beaucoup à dire. En effet, suivant le calcul « à la française », les 3,7 millions de pauvres représentent 6,3% des individus. Cela veut dire que les revenus sont extrêmement concentrés (et non pas très inégalitaires comme on le dit), puisque 93,7% des individus touchent plus de 50% du revenu médian. Il y a donc 43,7% des individus qui touchent mensuellement entre 423 euro (moitié du revenu médian) et 845 euro (revenu médian).

L'absurdité de ce type de calcul était déjà apparue il y a quelques mois (La Nouvelle lettre du 12 novembre 2005), à propos de résultats publiés pour l'ensemble de l'Union européenne. Le Monde avait titré « 72 millions de pauvres en Europe ». De quoi impressionner en effet. Or le seuil de pauvreté (60% du revenu médian) était de 15.913 euros par an pour une famille avec deux enfants. Mieux encore : dans le cas du pays le plus riche, le Luxembourg (10% de pauvres selon ce calcul) le seuil de pauvreté est fixé, pour une famille de 4 personnes, à 30.000 euros par an (toujours 60% du revenu médian). On en conviendra, c'est une pauvreté bien relative, dont de nombreux Africains seraient sans doute heureux de bénéficier...

Ceci étant, il serait bien entendu stupide de le nier, il y a des pauvres en France comme ailleurs. Ce qui est alors intéressant, c'est de savoir si ce sont toujours les mêmes. Or là, si on dispose de peu d'information en Europe, on en a beaucoup plus du côté des Etats-Unis. Et là on s'aperçoit d'une incroyable mobilité (voir la Nouvelle lettre du 10 septembre 2005). Le seuil de pauvreté, soit dit en passant, est de 19 400 dollars pour une famille de 4 personnes. Mais surtout tous les calculs montrent que la grande majorité de ceux qui sont pauvres une année ne le sont plus dans les années qui suivent. D'une génération à l'autre, la mobilité est encore plus grande. Et seuls ceux qui sont maintenus artificiellement dans l'assistanat par l'Etat Providence (voir les analyses de T. SOWELL) restent durablement dans cette situation.

## **C'est l'Etat Providence qui crée la pauvreté durable**

C'est sans doute là qu'en France se situe le véritable problème, qui n'est pas soulevé dans le rapport de l'Observatoire de la pauvreté. Tout est fait pour maintenir dans la pauvreté ceux qui ont eu le malheur d'y tomber. Car c'est l'Etat Providence qui a multiplié le nombre de pauvres, par exemple en instituant un assistanat durable dont on a du mal à sortir, notamment avec le RMI, dont le nombre de bénéficiaires ne cesse de croître. Et la destruction de la famille par l'Etat Providence n'a fait qu'aggraver les choses.

Mais on sait que ce qui conduit avant tout à la pauvreté, c'est la perte durable d'emploi. Or là encore c'est l'Etat Providence qui est responsable. Il l'est quand le non travail est mieux rémunéré que le travail : pourquoi chercher à s'en sortir, puisque l'on serait financièrement perdant ? Il l'est quand des mécanismes comme le salaire minimum (SMIC), ce que confirment toutes les enquêtes, exclue durablement du marché du travail les plus jeunes et les moins qualifiés. Il en va de même pour le poids excessif des charges sociales, qui joue contre l'embauche. Ou encore des contrats de travail trop rigides qui font que personne n'embauche si personne n'a le droit de licencier.

Oui, la pauvreté existe, malheureusement, et elle est un drame pour ceux qui s'y trouvent. Mais elle a pour source principale l'Etat Providence. Ce qui fait que lorsque tous les observateurs se servent de rapports comme celui que nous avons commenté pour faire encore plus appel à l'Etat, ils se trompent, car l'Etat n'est pas la solution, mais le problème. Et c'est surtout l'Etat Providence qui fait de la pauvreté un phénomène durable au lieu de n'être qu'une situation transitoire. Lutter contre la pauvreté, c'est faire reculer l'Etat Providence. C'est ce qu'oublie de dire le rapport de cet Observatoire.

## **LA REFORME DU MEDECIN TRAITANT RUINE LES SPECIALISTES**

Les généralistes se sont heurtés au veto de la sécurité sociale en matière d'honoraires. Contre la promesse d'une hausse des honoraires de...un euro, dans plusieurs mois, ils ont accepté de diminuer leurs prescriptions : la perte de leur liberté pour un éventuel plat de lentille.

Mais maintenant à quelle sauce vont être mangés les spécialistes après la réforme DOUSTE-BLAZY, et en particulier la mise en place du médecin traitant ?

On dispose désormais d'informations fiables sur l'évolution des dépenses d'assurance-maladie à fin janvier 2006, après un mois d'application de la réforme. C'est un peu court pour en tirer des enseignements définitifs, mais la tendance s'annonce bien claire. Globalement, pas de changement notable : les dépenses d'assurance-maladie progressent toujours, en l'occurrence de 3,9% en un an : c'est un peu moins rapide qu'en décembre (4,4%).

Mais il y a plus intéressant : en comparant janvier 2006 à janvier 2005, on s'aperçoit que les honoraires médicaux et dentaires diminuent de 1,3% en données brutes et surtout de 7% en données corrigées des variations saisonnières (données corrigées des jours ouvrés). Cette baisse spectaculaire vient avant tout d'une diminution des consultations des médecins spécialistes. En revanche, l'activité des généralistes est restée assez stable, mais comme leurs honoraires n'ont pas été revalorisés, ils ne sont pas mieux lotis.

Voilà les premiers effets de la mise en place du médecin traitant et notamment de la baisse des remboursements pour les patients consultant directement les spécialistes sans passer par le médecin traitant. Les généralistes n'ont pas eu plus de consultations, mais les malades ont renoncé à voir certains spécialistes plutôt que de devoir faire un passage de plus chez le généraliste (médecins traitant : passage obligatoire si l'on veut un remboursement plein) ou de devoir aller directement chez les spécialistes (en étant donc moins remboursé).

Comment interpréter cela ? Du point de vue de la CNAM, il est probable qu'elle se réjouisse, puisque le nombre de consultations diminue : vision strictement comptable du problème de la santé. Du point de vue des médecins, c'est une perte sèche : on a dissuadé certains malades d'aller les voir. Mais du point de vue du malade, qui est le plus important, quel est le gain ? L'idée était qu'ils consultent davantage les généralistes pour éviter des visites inutiles chez de nombreux spécialistes, pour de petites pathologies. Or ils n'ont pas plus consulté leur généraliste et ils ont moins consulté de spécialistes : leur santé s'en trouve-t-elle améliorée ?

Cela n'a pas empêché les prescriptions de croître rapidement : médicaments et analyses sont en hausse de 4,8%. Il n'y a toujours pas de régulateur dans le système, puisque la gratuité est la règle, et on aura ruiné les médecins sans sauver pour autant la sécu. LA CNAM attendait une baisse de 3% des prescriptions : sauf à empêcher de force les médecins de soigner leurs malades, on ne voit pas comment elle y arrivera.

Mais tout cela n'est que de la poudre aux yeux. Car, pendant qu'on amuse la galerie avec le médecin traitant, le paiement de 1 euro sur les consultations, les prescriptions médicales, etc., on détourne l'attention de l'essentiel : les dépenses des hôpitaux, qui représentent la plus grande part de la facture en matière de santé, ont, elles, progressé de 4,8%. Voilà l'essentiel. Et là rien n'est fait. Parce que c'est autrement plus facile de refuser aux médecins de revaloriser leurs honoraires ou de chercher à détourner les malades pour qu'ils n'aillent pas aussi souvent chez leur spécialiste que de s'attaquer au vrai problème de la santé, celui des hôpitaux. Ceux-là même qui, comme nous l'avons rapporté il y a quelques mois, de l'aveu même du directeur de la santé sous François MITTERRAND, ont gardé une gestion soviétique. Mais là, c'est un tabou. Alors gageons que la CNAM va préférer continuer à s'en prendre aux médecins. C'est tellement plus courageux !

Quant aux assurés ils ont perdu toute maîtrise de leur santé. On leur impose une assurance très coûteuse qui leur ôte le droit de se faire soigner par qui ils veulent et quand ils le veulent.

## **SARKOZY VEUT LIBERER L'ECOLE !**

Nous avons l'habitude ici, nos lecteurs le savent bien, d'être sans complaisance vis-à-vis des hommes politiques, quels qu'ils soient. Il faut dire qu'il n'y a pas grand-chose de libéral dans ce qu'ils disent et encore moins dans ce qu'ils font. Mais cela nous donne une plus grande liberté pour souligner -ce qui est bien rare- les déclarations qui vont dans la bonne direction. Nous l'avons fait il y a quelques semaines avec Alain MADELIN à propos des OPA. Voilà que Nicolas SARKOZY a tenu des propos intéressants sur l'école, qui tranchent avec ce que l'on entend habituellement. Les Echos jugent que Nicolas SARKOZY « brise de nouveaux tabous ». Laissons nos lecteurs en juger.

A l'occasion de la convention de l'UMP sur l'éducation, qui remonte à quelques jours, le ministre de l'intérieur a accordé un entretien au Figaro sur l'école. Il n'est pas trop tard pour revenir sur ce sujet essentiel, car il y a longtemps que les hommes politiques n'avaient plus parlé de l'école, si l'on excepte les propos de Gilles DE ROBIEN, toujours politiquement correct. Le diagnostic de SARKOZY n'est pas faux : « Ce que l'école faisait autrefois, permettre à des élèves issus de familles modestes de s'élever socialement grâce à l'enseignement secondaire et supérieur, l'école ne le fait plus. Quelque 15% des élèves de sixième ne maîtrisent pas les bases fondamentales de la lecture, de l'écriture et du calcul. 160 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplômes (...). Je constate qu'il n'y a jamais eu autant de ZEP, autant d'échec scolaire et autant d'inégalités scolaires (...). Le zonage aggrave la ségrégation et aboutit à mettre ensemble, dans les mêmes établissements, les élèves les plus difficiles, les enseignants les plus jeunes et les moins expérimentés. La lutte contre l'échec scolaire n'est pas une affaire de zone, mais une affaire d'individus ».

Le secteur privé est-il une partie de la solution ? « Le social n'est pas l'apanage des établissements publics. Les établissements privés ont une longue pratique et des réponses originales en la matière. L'enseignement privé déborde d'ailleurs de demandes d'inscription. Je n'accepte pas que la liberté de choix de l'école soit réservée à ceux qui habitent dans les beaux quartiers. Pour la même raison, je suis pour la suppression à terme de la carte scolaire. A terme, parce qu'elle n'est possible que dans le cadre d'une autonomie renforcée des établissements ».

Et les solutions ? « Je crois qu'il faut plus de liberté pour les enseignants. On n'enseigne pas la lecture et l'orthographe de la même manière à tous les enfants. La clef, c'est l'adaptation. L'enseignant qui a eu le temps en vingt ans de mettre au point ses propres techniques doit être jugé sur ses résultats et non sur ses méthodes. Il faut faire confiance à l'expérience. L'idée qu'il n'y a de succès que dans le respect des circulaires est absurde ».

« Je suis favorable à l'expérimentation. La réforme idéale, parfaite, tout de suite, je n'y crois pas. En revanche expérimenter et généraliser si c'est probant, c'est une autre méthode de gouvernement. Enfin je pense que c'est par l'autonomie des établissements que nous obtiendrons des transformations dans l'Education Nationale. Chaque établissement scolaire devrait pouvoir se doter d'un projet qui lui soit propre et pouvoir affecter librement 20% de son budget, contre 3% aujourd'hui ».

Certes, il faut aller plus loin, y compris dans l'expression, et parler carrément de concurrence scolaire. Et nous préférerions 100% du budget librement affecté plutôt que 20%. Il faudrait aussi instaurer le chèque scolaire et la liberté d'ouverture des établissements et des classes. Mais reconnaissons que le ton a changé, dans ce domaine tout au moins. Nous en voulons pour preuve la fureur du Président des parents d'élèves de la FCPE, Georges DUPON-LAHITTE, qui affirme « sans le dire, SARKOZY défend une conception complètement libérale de l'école ». N'exagérons pas. Mais, du moins, il n'a pas cité le « service public », encore moins « unifié et laïque », et ne semble avoir peur ni du privé, ni de l'expérimentation, ni de la décentralisation, ni de la liberté. Peut-on suggérer à Nicolas SARKOZY de tenir les mêmes propos dans le domaine économique : concurrence, liberté, privatisation, responsabilité. Ce sera sans doute plus difficile. C'est pourtant ce qu'attendent les Français. La liberté dans tous les domaines.

## **L'AIR POLLUE DE PORTO ALEGRE NE REUSSIT PAS AU CONSEIL OECUMENIQUE DES EGLISES**

Le climat pollué -politiquement s'entend- de Porto Alegre et la proximité du Président brésilien Luiz Inacio Lula DA SILVA, qui est d'ailleurs intervenu, n'ont pas réussi au Conseil Œcuménique des Eglises (COE). Cet organisme regroupe 350 églises anglicanes, luthériennes, réformées, méthodistes, mais aussi orthodoxes. Les catholiques n'en font pas partie ; ils sont seulement associés aux travaux. 4 000 délégués ont participé à ce conseil qui pouvait facilement passer pour l'un des forums altermondialistes auxquels cette ville est habituée.

Car le slogan des altermondialistes était à l'honneur : « un autre monde est possible ». On a entendu les intervenants critiquer « le néolibéralisme, qui divise l'humanité entre riches et pauvres, gagnants et perdants ». C'est beau comme du José BOVE. Il paraît -c'est Le Monde qui le dit- que le COE a marqué son opposition « à la pensée unique » : c'est curieux, parce que la pensée unique est ici plutôt marxiste et anticapitaliste, et la pensée libérale est exclue.

Bien entendu, l'antiaméricanisme -cela va de pair avec l'anticapitalisme- était omniprésent et « les chrétiens américains présents à Porto Alegre ont pris leurs distances avec l'entourage religieux de Georges BUSH ». Disons plutôt que les églises protestantes évangéliques (en grande expansion au Brésil comme ailleurs) favorables à BUSH ne se sont pas déplacées dans ce temple du gauchisme. Les seules églises américaines présentes étaient anti-BUSH : les autres sont restées chez elles. Ce qui enlève une certaine représentativité au COE.

La dérive n'est d'ailleurs pas seulement politique, mais aussi religieuse : « Une autre église est possible », était le slogan à la mode. Vive une église populaire, celle de la théologie de la libération, vive la rupture avec l'Eglise officielle et tout particulièrement avec l'Eglise hiérarchique (catholique en particulier) : les évêques sont probablement à leur yeux des ennemis de classe.

Grande déception des participants : les catholiques, représentés par le cardinal Walter KASPER, du Vatican, ont certes renouvelé les appels à l'œcuménisme de BENOIT XVI. Mais leur principale proposition a porté sur l'idée d'une fête de Pâques commune à tous les chrétiens, c'est à dire qu'ils sont restés sur le terrain religieux. Les protestants auraient préféré un discours « plus engagé » de rupture avec le capitalisme. C'est oublier un peu vite les discours et textes de JEAN-PAUL II et de BENOIT XVI en faveur de l'économie de marché, du recul de l'Etat Providence ou du commerce international libre, ainsi que les remises au pas de la marxisante théologie de la libération.

La dérive de certains protestants a été telle que les orthodoxes, qui font partie du COE, s'en sont inquiétés et ont proclamé plusieurs fois qu'ils se sentaient plus proches des catholiques que des protestants dans ces domaines. Certains se sentent marginalisés au COE et envisagent même de le quitter.

Il faut certes se garder de généraliser. Les participants au COE ne sont pas très représentatifs de leurs églises respectives. Aux Etats Unis les protestants qui ont mené la révolution conservatrice aux côtés de G.W. BUSH ne tiennent pas le même discours. Parallèlement, en Amérique Latine il y a encore de nombreuses dérives dans l'Eglise catholique, à la base, comme chez certains évêques. Les leçons de JEAN-PAUL II et de l'ex-cardinal RATZINGER n'ont pas été comprises par tous. Mais il reste que les positions extrêmes prises au sein du COE (habituellement basé à Genève) sont inquiétantes et décrédibilisent ces églises.

Non que les églises n'aient pas le droit d'aborder les questions économiques ou sociales (l'Eglise catholique a bien une doctrine sociale) ou qu'il ne puisse exister légitimement un certain pluralisme entre chrétiens sur ces sujets de société. Mais elles doivent le faire avec prudence, en restant cohérentes avec l'enseignement philosophique et anthropologique de ces religions. L'enseignement des églises ne permet pas de confondre THOMAS d'AQUIN et MARX, ou JESUS et CHE GUEVERRA ni de faire de LULA un prophète. Et il faut être totalement aveugle pour ne pas voir que c'est le marxisme qui, partout où il a triomphé, a supprimé la liberté religieuse.

## **ELECTIONS ITALIENNES : LES GRANDES MANŒUVRES**

Les élections législatives italiennes auront lieu les 9 et 10 avril. Elles sont importantes pour ce pays, mais aussi pour l'équilibre politique de toute l'Europe. Depuis quelques semaines, les grandes manoeuvres ont commencé.

Tout d'abord, au lieu de discuter sur le fond, les deux grandes coalitions de droite, menée par le premier ministre Silvio BERLUSCONI, et de gauche, menée par l'ancien président de la commission européenne, Romano PRODI, s'envoient à la figure leurs alliances respectives. Il est vrai que chacun a ratissé large. La gauche reproche à BERLUSCONI son alliance avec la petite fille de MUSSOLINI, dont quelques candidats sentent un peu le souffre. Mais la droite n'a pas raté les déclarations du leader de la composante trotskiste de refondation communiste (parti qui espère avoir des ministres), Michele FERRANDO, qui a soutenu que, pour les insurgés irakiens, il était « légitime » de tuer des soldats italiens. Scandale comme on l'imagine et désaveu de la part du leader de ce parti.

Plus intéressant est le débat sur les programmes. Celui de la gauche a paru anesthésier l'opinion par son ampleur et son caractère illisible : 284 pages de programme... remplies de lieux communs et ne fixant aucune priorité à force de parler de tout. Et en économie un programme keynésien bon teint, avec ce qu'il faut d'interventionnisme.

Par comparaison, le programme de BERLUSCONI apparaît plus digeste. Dix actions à réaliser, 20 pages en tout, une grande clarté, une lecture facile. Il rappelle les 36 réformes promises et effectuées en cinq ans, y compris la transformation de l'Italie en Etat fédéral et la sécurité rétablie. Et il réaffirme les valeurs de la droite : liberté, sécurité, défense des racines judéo-chrétiennes, protection de la famille, solidarité. On notera en particulier avec intérêt les promesses de nouvelles baisses d'impôts, clefs du succès économique (avec un forfait fiscal de 5% pour les jeunes créant une nouvelle activité), ainsi qu'une réduction des effectifs de l'administration. On sera plus sceptique pour les problèmes de financement des retraites, qui devraient passer de 550 à 800 euros par mois.

Tout cela va se décanter avec le temps et les grandes lignes des programmes des uns et des autres vont mieux apparaître. On peut être plus inquiets en revanche des grandes manoeuvres qui se profilent. Les sondages, pour l'instant, font état d'un résultat serré, car la gauche, qui avait pris de l'avance, recule. C'est au point que certains envisagent un blocage, avec par exemple une chambre des députés de gauche et un sénat de droite, compte tenu de la nouvelle loi électorale.

Ce qui est plus grave, c'est que certains petits partis centristes (membres de l'une ou l'autre des coalitions) souhaitent ce blocage et font tout pour y arriver. Pourquoi ? Dans l'espoir d'avoir une situation à l'Allemande, imposant une grande coalition dont les petits partis centristes seraient le pivot. Une grande coalition avec le centre-gauche et la gauche, le centre-droit et la droite, mais excluant les extrêmes des deux cotés (communistes, verts, néo-fascistes, ligue du nord, ...).

Ce serait, comme en Allemagne, une catastrophe et le plus sûr chemin vers l'immobilisme. La situation actuelle est claire entre une droite libérale et une gauche, certes plus réaliste que la gauche française (PRODI n'est pas FABIUS), mais clairement interventionniste. Et c'est ce choix clair qu'il faut proposer aux électeurs. Le reste embrouille les esprits et ne peut conduire qu'à l'immobilisme. On ne voit que trop en Allemagne où cela conduit et la droite y a perdu son libéralisme. Aux Italiens de faire un choix clair et sans appel. Il faut que les électeurs prennent leurs responsabilités.

## **CPE : DOMMAGES COLLATERAUX**

La manifestation de mardi dernier a connu un succès de mobilisation des jeunes inattendu, par comparaison il y avait peu de militants, syndicalistes, altermondialistes, voire même enseignants habitués de ce genre de démonstrations.

Mais le CPE a entraîné deux dommages collatéraux dont on pourrait mesurer rapidement les effets.

Le premier c'est l'ébullition universitaire. Sommes-nous à la veille d'un mai 68 ? Il y a des ressemblances : habileté et présence médiatique des leaders étudiants bien formés, meetings dans les amphis, piquets de grèves, complicités de certains dirigeants d'universités et de professeurs, impuissance de faire respecter la liberté des minoritaires. Mais il y a des différences : une jeunesse stressée par l'emploi mais moins politisée, moins engagée, et surtout l'absence d'un grand rêve de société nouvelle. Anticapitalistes, antiaméricains, soit mais pro quoi ? D'autre part, les étudiants ne sont pas les banlieusards, et les deux jeunesses auront du mal à fusionner. Si cette fusion se faisait ce serait évidemment bien plus grave. Affaire à suivre.

Le deuxième ce sont les fissures dans le camp de la majorité. Charette demandant le retrait de la loi, c'est insignifiant, mais Borloo se démarquant du gouvernement, c'est intéressant. Il y a d'autre part tous ces parlementaires qui ont voté la loi « d'égalité des chances » en traînant les pieds. Fronde contre le Premier Ministre ? Mais les partisans de SARKOZY ne peuvent réellement pas attaquer VILLEPIN sur un tel projet qui, sans être libéral introduit quelque flexibilité sur le marché du travail. Des fissures, il y en aura de plus en plus, que le gouvernement fasse bien (c'est rare) ou mal (il y excelle).

## **ANGELA MERKEL : DERIVE SOCIAL-DEMOCRATE ?**

Certes, il faut laisser à Angela MERKEL le temps de prendre ses marques, mais pour l'instant ce n'est guère encourageant. Un gouvernement de chrétiens-démocrates et de sociaux-démocrates, à parité, peut difficilement déboucher sur une politique libérale. On en a eu une nouvelle preuve récemment avec la confirmation du projet de budget pour 2007, qui comportera bien une hausse importante de la TVA, ce qui peut difficilement passer pour libéral : toujours plus d'Etat, toujours plus de prélèvements.

Mais les informations que publie Le Monde à propos du futur programme démocrate-chrétien nous inquiètent encore plus. Angela MERKEL « veut recentrer la CDU vers plus de solidarité » titre ce journal : on sait ce que cela veut dire. En effet, la chancelière a donné le coup d'envoi d'un toilettage du programme idéologique de la CDU (Union chrétienne-démocrate). C'était nécessaire car la dernière version remontait à 1994 et ne comportait rien, par exemple, sur la mondialisation ou le terrorisme.

Il faut donc donner une nouvelle doctrine au « grand parti populaire du centre », formule également inquiétante. Angela MERKEL, depuis son accession au pouvoir, ne cesse en effet de clamer son intention de « recentrer sa formation ». Le Monde en donne les raisons : « Elle a tiré les leçons d'une campagne électorale par trop libérale, qui a conduit la CDU à enregistrer un des plus mauvais scores de son histoire lors des législatives de septembre ». Or nous avons exactement l'analyse inverse : les seuls aspects vraiment libéraux du programme (comme la taxe plate) ont été écartés au profit d'éléments plus sociaux-démocrates, ce qui fait que les électeurs n'ont pas vraiment vu la différence entre une CDU ouverte à gauche et un SPD raisonnable : autant voter pour l'original (le SPD) que pour la pâle copie (la CDU). Mme MERKEL a perdu des voix pour avoir cédé sur son programme et renié son libéralisme.

Elle fait l'analyse inverse et pourrait accentuer sa dérive sociale-démocrate. Elle a appelé à faire évoluer le concept d'économie sociale de marché -déjà bien ambigu- « pour prendre en compte la mondialisation croissante. Oui à la concurrence, mais dans un certain cadre, a-t-elle dit en substance » : vieille chanson française! Mieux encore, elle a fait un long plaidoyer en faveur d'une plus grande solidarité, sous-entendu solidarité publique bien évidemment. Commentaire du Monde : « L'aile de la CDU proche des entreprises » (traduisons : libérale) « soupçonne Mme MERKEL de vouloir tirer le parti vers des valeurs traditionnellement sociales-démocrates ».

Certes, le programme ne sera totalement rédigé que dans deux ans. La chancelière a le temps d'évoluer et de se confronter à la réalité : déficits publics, mondialisation, pression des pays libéraux d'Europe de l'Est, échec du modèle rhénan. Nous pouvons du moins l'espérer. Mais s'il ne faut pas juger trop tôt d'une politique, nous pouvons marquer notre inquiétude : pour l'instant les nouvelles ne sont guère rassurantes et Paris et Berlin semblent bien continuer à se situer sur une même position. On a beau scruté les décisions de part et d'autre du Rhin, on n'y voit guère de libéralisme.

---

### **AU SOMMAIRE DU N°870 :**

**EDITORIAL :** Le printemps des réformateurs pp. 1-2

**CONJONCTURE :** 7 millions de pauvres en France pp. 2-3

**ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR :** La réforme du médecin traitant ruine les spécialistes p. 4 – Sarkozy veut libérer l'école ! p. 5 – L'air pollué de Porto Alegre ne réussit pas au conseil œcuménique des églises p. 6 - Elections italiennes : les grandes manoeuvres p. 7 – CPE : dommages collatéraux p. 7 – Angela Merkel : dérive social-démocrate ? p. 8.

**ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.**

**ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.**

**LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL**

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

Imprimeur : Omnis Coloris, 107 bd Jeanne d'Arc, 13005 Marseille